

"De leurs glaives ils forgeront des hoyaux" dans The Guardian (20 novembre 1989)

Légende: Le 20 novembre 1989, commentant l'effondrement progressif des régimes communistes en Europe de l'Est, le quotidien anglais The Guardian examine les conséquences géopolitiques de la fin de la Guerre froide.

Source: The Guardian. 20.11.1989. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Beating their swords into ploughshares", auteur:Aitken, Ian , p. 23.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/de_leurs_glaives_ils_forgeront_des_hoyaux_dans_the_guardian_20_novembre_1989-fr-08871209-f2fe-4454-9cb2-94fd448eacca.html



Date de dernière mise à jour: 08/11/2016

De leurs glaives ils forgeront des hoyaux

Essayons un instant de nous défaire de toute cette émotion survoltée et de tout cet enthousiasme utopique autour des événements qui se déroulent actuellement en Europe de l'Est. Efforçons-nous plutôt de voir quels sont les plus modestes bénéfiques que nous pouvons raisonnablement espérer obtenir de cette situation, et ce que nous pouvons faire de plus utile pour tenter de les consolider.

Je m'empresse d'ajouter que je n'insinue pas que l'émotion et l'enthousiasme sont des réactions inappropriées face à ce qui se passe dans la moitié communiste de l'Europe. Personne ne peut manquer d'être ému par le contraste entre ces Allemands rieurs devant la destruction du mur de Berlin et la police anti-émeutes tchèque frappant des jeunes qui réclament une part modeste de la *glasnost*.

Toutefois, l'euphorie semble avoir incité beaucoup de gens à se lancer dans toutes sortes de spéculations fantastiques sur la future configuration de l'Europe, qui sont loin d'être toujours optimistes. Déjà, le spectre d'un Quatrième Reich à l'économie dictatoriale foulant rageusement le sol de notre continent est brandi comme une alternative plausible à la vision éternelle de la démocratie et de l'amour fraternel, chère aux optimistes.

L'expérience montre que l'amour fraternel n'est pas un ingrédient permanent, et encore moins définitif, des relations humaines, en particulier lorsque celles-ci sont conduites par des États-nations ou tout autre type de groupe d'intérêt. D'un autre côté, les conflits et la confrontation perpétuels ne sont pas non plus des ingrédients inévitables.

Il n'est donc pas déraisonnable d'espérer que la paix pourrait être le résultat minimum le plus important de l'éclatement de l'empire soviétique et de la chute des dictatures communistes en Europe. Dans un monde où la survenue d'une guerre entre les deux principaux blocs aurait pu entraîner la fin de la vie civilisée, c'est un résultat non négligeable, même si nous n'en tirons rien d'autre.

Quelle est alors la meilleure façon de parvenir à cette absence de conflit et de confrontation? Il est clair que la contribution la plus importante de l'Ouest à ce processus consiste à assurer le succès de la révolution de l'Europe de l'Est inspirée par Gorbatchev, sans laquelle la Guerre froide serait toujours une réalité. Quel que soit le rôle que l'on veuille faire jouer à l'OTAN et à la Bombe pour imposer de nouvelles attitudes au Kremlin, l'homme du moment est indéniablement Mikhaïl Gorbatchev. Sa survie politique est donc la condition essentielle, sinon suffisante, de la réussite du processus de paix.

Alors comment procéder? C'est là, en substance, la question que le président Mitterrand a posée à ses hôtes samedi soir pendant qu'ils dégustaient le foie gras et le champagne. Ils sont parvenus à la conclusion (avec certaines réserves de la part de qui vous savez) que la réponse tenait en un petit mot: aide.

Même Margaret Thatcher semble avoir adhéré à cette conclusion utile, mais assez prosaïque. Oubliant fort à propos la quantité pathétiquement dérisoire de l'aide qu'elle-même avait offerte à la Pologne au début de cette année, elle a évoqué la nécessité urgente d'aider le nouveau gouvernement polonais à «passer l'hiver». Ses paroles ont suscité des visions de dames élégantes faisant partie des auxiliaires bénévoles au service de la collectivité et conduisant dans la neige des convois de thé jusqu'à Gdansk.

Ses collègues semblent toutefois avoir eu en tête des projets plus substantiels. Il a dû paraître évident à la plupart d'entre eux qu'il faudra beaucoup d'argent – des sommes énormes, même – si l'on veut apporter aux économies chancelantes de l'Union soviétique et de ses satellites une aide sérieuse et réaliste en les dotant des biens et des services qui, seuls, peuvent garantir la survie du gorbatchévisme.

Toutefois, il convient d'émettre deux observations à ce propos. La première est que l'on peut douter, et c'est un euphémisme, que les banquiers et les contribuables d'Europe occidentale seront réellement disposés à offrir les sommes nécessaires pour financer ce qui se présente à tous points de vue comme une entreprise hautement problématique. En ayant encore à l'esprit les énormes risques de crise de la dette du tiers-monde, il est probable que la plupart des personnes concernées se montreront prudentes, si elles ne fuient pas

carrément devant la menace.

Deuxièmement, même si les sommes nécessaires devaient être disponibles sans délai, et se révélaient efficaces dans une certaine mesure, il est clair que cela introduirait un degré de dépendance dangereux dans la relation entre l'Est et l'Ouest. Mme Thatcher n'est en aucun cas la seule à considérer que ce type de dépendance n'est pas souhaitable, sinon franchement perturbateur. En effet, il est probable que beaucoup le jugeront inacceptable en Europe de l'Est et en Union soviétique.

Ceci ne signifie pas que l'aide est inutile, et encore moins vouée à l'échec. Les sociétés en participation issues d'un partenariat entre une gestion locale et des capitaux occidentaux ont une qualité «thatchérienne» satisfaisante. Toutefois, il reste peu probable que l'aide, directe ou indirecte, soit suffisante à elle seule pour réaliser le gigantesque revirement économique accéléré qui est nécessaire. Il faudrait quelque chose de plus immédiat et de plus complet pour que le «camarade» Mikhaïl puisse satisfaire les attentes des citoyens fraîchement libérés de l'empire soviétique. Et cette chose, à mon avis, est le désarmement.

En effet, il y a une chose qui a contribué plus encore à l'échec du communisme que la simple incompétence bureaucratique: c'est la grande proportion du système productif russe qui a été consacrée aux armements, pas seulement depuis 1945 mais dès 1917. C'est l'héritage accumulé de ce processus qui a fini par rendre inévitable l'avènement d'une forme de bouleversement révolutionnaire en URSS. L'alternative qui s'offrait à MM. Brejnev et Andropov n'était autre qu'un effondrement économique total.

Certains acteurs invétérés de la Guerre froide arguent maintenant que c'était l'une des grandes réussites de la course à l'armement, dans laquelle l'efficacité économique supérieure du capitalisme a eu pour effet la faillite complète de l'ensemble du système communiste. Mais quoi que vous pensiez de cette logique, elle ne peut s'appliquer à l'idée d'un désarmement rapide et substantiel maintenant que les Soviétiques sont en fait presque démantelés. D'abord, les dépenses d'armement excessives ont également porté un grand préjudice aux économies occidentales. Ce n'est pas un hasard si les deux économies capitalistes les plus prospères sont celles qui ont, par nécessité, dépensé le moins dans les armes: les puissances vaincues de l'Axe, c'est-à-dire l'Allemagne et le Japon.

Surtout, il n'y a certainement aucune raison de rejeter les fruits de cette «victoire» douteuse. Car l'un de ces fruits est la possibilité d'aider à liquider le système communiste tel que nous l'avons connu, et dans le même temps, de porter assistance à nos économies menacées par l'inflation. Quelle que soit l'ampleur des protestations des acteurs de la Guerre froide, il est désormais clair que la manière la plus rapide et la plus efficace par laquelle la nouvelle économie soviétique de plus en plus libérale pourra satisfaire la demande de ses consommateurs est le transfert des ressources de la production d'armes vers les biens de consommation. Et la seule façon dont M. Gorbatchev semble avoir des chances de sortir indemne d'un tel revirement est de signaler les actions similaires en Occident.

Jusqu'ici, les responsables européens ont appelé à la prudence sur le thème du désarmement, même à l'heure où ils parlent abondamment de l'aide. Mais s'ils sont sérieux lorsqu'ils parlent de soutenir le président Gorbatchev, alors il n'y a plus de temps à perdre. S'ils attendent de voir ce qui va se passer, les événements pourraient leur faire perdre des opportunités beaucoup plus importantes que celle qui a entraîné la chute de Nikita Khrouchtchev.

Ian Aitken